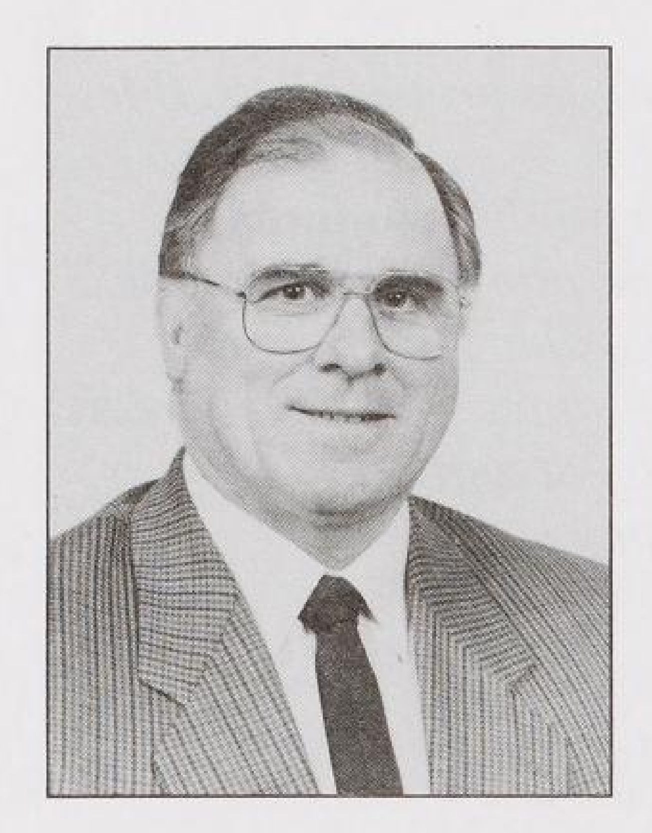


CLAUDE LAMBLIN

Conseiller Municipal de Reims
Conseiller Régional

SUPPLEANTE :

CHANTAL TUAL

Employée

Candidats présentés par le

Parti Communiste Français

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Emploi, misère, injustices, scandales financiers, salaires, retraites, acquis sociaux... La situation est plus que préoccupante, elle est insupportable pour beaucoup.

La droite qui a contribué à ce résultat propose d'aller plus loin encore, en privatisant à tout va, en démantelant les services publics, en faisant payer plus encore les salariés. La gestion rémoise en apporte la confirmation.

Le Parti Socialiste explique que ça n'est pas de sa faute et propose de poursuivre. Ses dirigeants, par la voix de Michel Rocard, proposent par ailleurs la disparition de leur parti.

Les responsables écologistes au plan local comme au plan national, ne sont préoccupés que par les places et leur passage dans les médias.

Dans cette circonscription, candidats de droite, socialistes, ou écologistes ont soutenu Maastricht dont l'affaire Hoover illustre l'esprit. Ils ont soutenu la guerre du Golfe dont on mesure aujourd'hui l'escroquerie qu'elle fut. Ils nous proposent tous le partage du travail et des salaires en laissant les marchés financiers fleurir et se développer. Ils ne se sont pas opposés, ont accepté ou soutenu, un budget régional qui augmente les impôts locaux de 19%.

Il faut développer d'autres valeurs, l'économie, la production, les mesures sociales, la justice, la politique doivent être au service des hommes, pas de la rentabilité financière. L'argent et les moyens de production n'ont d'intérêt que s'ils permettent d'améliorer les moyens de vivre et assurent à tous une formation, un emploi, un logement.

On nous dit parfois que ces idées ne sont pas neuves tout en étant largement partagées... Ce qui serait nouveau, ce serait de les appliquer et de les mettre en œuvre.

Nous proposons, avec vous, de nous y employer.

Claude LAMBLIN

Vu, le Candidat

CREER DES EMPLOIS, C'EST POSSIBLE

La France a besoin d'une politique nouvelle. Les communistes font des propositions. Il les soumettent à la discussion de notre peuple.
Il existe d'immenses besoins dans les domaines les plus divers : produits industriels, alimentaires, services, transports, logements, environnement, coopération internationale...
Pour satisfaire ces besoins, il faut créer des emplois. Et c'est possible : des richesses considérables sont aujourd'hui dilapidées dans des spéculations de toutes sortes. Des crédits publics destinés à l'emploi sont détournés. Utilisons cet argent autrement : au service du progrès social et de l'avenir du pays.

MESURES IMMEDIATES POUR L'EMPLOI

- Impulser une nouvelle croissance en inversant la politique actuelle qui privilégie la spéculation financière au détriment de l'investissement créateur d'emplois. Celle-ci aboutit à ce que la moitié des 1000 milliards de profits réalisés ne soit pas réinvestie. La taxation des placements financiers pour contribuer à la protection sociale ferait d'une pierre deux coups et dissuaderait la spéculation en encourageant l'investissement.

- Appliquer immédiatement et rigoureusement la nouvelle loi pour l'emploi, adoptée à l'initiative des députés communistes, visant à refuser tout plan de licenciement qui ne comporterait pas les reclassements des salariés et d'autres mesures, telles que la création d'activités nouvelles, un temps accru de formation et des réductions du temps de travail.

- Aller vers les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire. Le Commissariat au plan reconnaît lui-même qu'une réduction de 2 heures créerait 500.000 emplois sur 5 ans.

- Augmenter dans les entreprises le temps de formation continue qui est actuellement en moyenne de 3,2%. Si on allait à 10% sur cinq ans, cela créerait ou maintiendrait plus de 500.000 emplois.

- Humaniser les services par la création d'emplois utiles dans le secteur public, comme la SNCF, la RATP, les PTT, la santé, les maisons de retraite, l'aide à domicile pour les personnes âgées, mais aussi les banques, les distributeurs d'essence, les supermarchés, etc...
Ce sont là aussi des centaines de milliers d'emplois.

POUR LE DEPARTEMENT DE LA MARNE

- Nous avons demandé au Préfet de bloquer toutes les procédures de licenciements tant que la loi votée par le Parlement, à l'initiative des députés communistes ne serait pas appliquée.

- Nous demandons que toutes les entreprises qui bénéficient d'une aide publique ou d'une exonération fiscale, s'engagent en revanche à garantir l'emploi.

- Nous avons proposé qu'une unité de traitement des déchets hospitaliers et médicaux soit créée à Châlons-sur-Marne, pour toute la région.

- Taxer les placements financiers c'est obtenir dans le secteur du champagne, le retour à la source de capitaux nécessaires à l'investissement et au développement d'activités.

- Le développement de l'agro-industrie, alimentaire et non alimentaire implique la condamnation de la politique européenne des quotas et des jachères, alors que TOUS les parlementaires marnais ont soutenu MAASTRICHT.

POUR EXPRIMER VOS ASPIRATIONS SERVEZ VOUS DU VOTE COMMUNISTE

SEPICCOM Charleville-Mézières / 24 59 91 34